



# Conseil de sécurité

Soixante-dix-neuvième année

**9648<sup>e</sup>** séance

Lundi 10 juin 2024, à 10 heures

New York

*Provisoire*

*Président :* M. Hwang ..... (République de Corée)

*Membres :*

Algérie .....	M. Bendjama
Chine .....	M. Dai Bing
Équateur .....	M. De La Gasca
États-Unis d'Amérique .....	M. Wood
Fédération de Russie .....	M <sup>me</sup> Evstigneeva
France .....	M <sup>me</sup> Jaraud-Darnault
Guyana .....	M <sup>me</sup> Benn
Japon .....	M <sup>me</sup> Shino
Malte .....	M <sup>me</sup> Gatt
Mozambique .....	M. Fernandes
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord .....	M. Kariuki
Sierra Leone .....	M. Sowa
Slovénie .....	M <sup>me</sup> Blokar Drobič
Suisse .....	M <sup>me</sup> Chanda

## Ordre du jour

### Région de l'Afrique centrale

Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afrique centrale et sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (S/2024/420)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

## **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

## **Région de l'Afrique centrale**

### **Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afrique centrale et les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (S/2024/420)**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M. Abdou Abarry, Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale ; et S. E. M. Gilberto da Piedade Veríssimo, Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2024/420, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afrique centrale et les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale.

Je donne la parole à M. Abarry.

**M. Abarry** : À l'entame de mon propos, je voudrais vous adresser mes sincères félicitations, Monsieur le Président, pour votre présidence du Conseil et vous souhaiter plein succès dans l'exercice de celle-ci.

J'ai le plaisir de présenter au Conseil le vingt-sixième rapport du Secrétaire général sur la situation en Afrique centrale et les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), contenu dans le document S/2024/420. Je tiens à saluer la participation aux travaux du Conseil de S. E. M. Gilberto da Piedade Veríssimo, Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), avec laquelle le BRENUAC collabore étroitement.

Au cours des six derniers mois, pendant lequel je me suis rendu au Rwanda, au Burundi, au Tchad, à Sao Tomé-et-Principe, en Angola et au Cameroun, la région d'Afrique centrale a été marquée par quelques tendances plutôt positives et encourageantes. À cet égard,

je souhaiterais saluer l'engagement des États de la sous-région et leur détermination à œuvrer en faveur du retour à l'ordre constitutionnel au Tchad et au Gabon, notamment avec le soutien des facilitateurs de la CEEAC pour les deux pays, respectivement les Présidents Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, de la République démocratique du Congo, et Faustin Archange Touadera, de la République centrafricaine.

La période couverte par le présent rapport a été marquée, il faut s'en féliciter, par la conclusion de la transition au Tchad, avec l'adoption d'une nouvelle Constitution par référendum en décembre 2023 et la tenue de l'élection présidentielle le 6 mai dernier. Selon plusieurs observateurs, l'élection s'est déroulée dans de bonnes conditions, malgré quelques incidents isolés, certes regrettables, mais qui n'ont compromis ni la régularité, ni la crédibilité du scrutin. Toutefois, il convient de le signaler, l'environnement difficile dans lequel se trouve le Tchad, nous rappelle la nécessité de poursuivre notre appui aux autorités tchadiennes pour accompagner ce pays dans sa quête de stabilité, en particulier à ce nouveau tournant de son histoire. C'est ainsi que nous comptons soutenir les pourparlers avec les groupes politico-militaires non signataires de l'Accord de paix de Doha afin de renforcer les efforts de paix et de réconciliation entrepris par les autorités tchadiennes.

Au Gabon, la transition a atteint un tournant important avec la tenue, en avril dernier, d'un dialogue national inclusif ayant débouché sur une série de recommandations traduisant les aspirations du peuple gabonais à un renouveau. À l'issue de ce dialogue, les autorités gabonaises ont entrepris des actions concrètes pour un retour à l'ordre constitutionnel, avec la création d'un Comité constitutionnel national chargé de rédiger un projet de constitution et un projet de code électoral. La communauté internationale, sous l'égide des Nations Unies, par l'intermédiaire du Groupe des Amis du Gabon, que nous avons mis en place, a exprimé sa volonté de soutenir les autorités dans la mise en œuvre des réformes inclusives préconisées par le dialogue.

À Sao Tomé-et-Principe, des progrès notables ont été réalisés dans la réforme des secteurs de la justice et de la sécurité, avec l'accord signé entre les autorités et la Commission de consolidation de la paix. Un accord qui est l'aboutissement de notre soutien au Gouvernement santoméen dans ses efforts de réforme des secteurs de la justice et de la sécurité, depuis les événements regrettables de novembre 2022, et qui fait suite aux recommandations de la mission d'évaluation conjointe menée par l'ONU et la

CEEAC en avril 2023, vient d'être signé à l'occasion de la visite du Président de la Commission de consolidation de la paix à Sao Tomé en mai dernier. Il prévoit le déblocage d'environ 2,5 millions de dollars par le Fonds pour la consolidation de la paix, traduisant ainsi les engagements pris lors de la réunion entre la Commission et le Gouvernement, qui s'est tenue ici même à New York en janvier.

Sur le plan socioéconomique, il convient de noter que lors du Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC, tenu à Malabo, en Guinée équatoriale, le 15 mars dernier, les États d'Afrique centrale, qui ont levé les sanctions contre le Gabon, permettant ainsi son retour dans la famille de la CEEAC, se sont penchés sur l'intégration économique régionale, notamment l'opérationnalisation du marché commun. Je reste convaincu que la facilitation du commerce intrarégional jouera un rôle crucial dans la promotion de la stabilité et la prévention des conflits dans cette sous-région.

La menace des changements non constitutionnels de Gouvernements reste toujours une inquiétude pour la région, comme en témoignent les récents événements en République démocratique du Congo. À cet égard, nous travaillons à appeler les États de la sous-région à maintenir ouvert l'espace politique en garantissant la liberté d'expression, la liberté de la presse et le libre exercice de leurs activités par les partis politiques. C'est pourquoi, lors de la cinquante-sixième session du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, qui s'est tenue à Kigali en novembre dernier, les États de la région avaient mandaté le BRENUAC d'organiser une conférence régionale sur la question des changements non constitutionnels de gouvernements et de leurs causes profondes, afin de dégager des pistes de réflexion et des réponses à apporter à ces défis. Cette conférence se tiendra le 1<sup>er</sup> et le 2 juillet prochains à Sao Tomé-et-Principe.

Sur un tout autre plan, les groupes armés et les extrémistes violents continuent, pour leur part, de menacer la stabilité et le développement des pays de la sous-région. Que ce soit dans l'est de la République démocratique du Congo ou dans le bassin du lac Tchad, les groupes terroristes ont continué de semer la terreur au sein des populations civiles, plus particulièrement les femmes et les enfants, et ce, malgré la présence de forces militaires dans ces régions. Je salue, à cet égard, les efforts de la Force multinationale mixte, qui, malgré les nombreux défis logistiques et financiers auxquels elle est confrontée, continue de mener ses opérations avec succès,

contre les groupes affiliés à Boko Haram et Daech dans le bassin du lac Tchad.

Au Cameroun, où je me suis rendu du 27 au 30 mai, les groupes séparatistes continuent leurs exactions contre les populations civiles dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, avec l'imposition de villes mortes et la fermeture d'écoles, ce qui restreint l'accès à l'éducation pour des milliers d'enfants. Rien que le mois dernier, les groupes séparatistes ont tué plus de 14 personnes dans ces régions, y inclus des représentants de l'État. Lors de ma dernière visite au Cameroun, les autorités ont réaffirmé leur volonté de résoudre elles-mêmes cette crise. J'ai toutefois réitéré la disponibilité des Nations Unies à les y accompagner. Lors de cette même mission, j'ai pu constater que tous les partenaires conviennent que le Cameroun est d'une importance stratégique pour la région, non seulement en termes de stabilité mais aussi du fait que le Cameroun reste la locomotive économique de la région et contribue de manière significative à la stabilité monétaire, en tant que plus grand détenteur de réserves de devises étrangères dans la région de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.

Dans la région des Grands Lacs, les activités du groupe rebelle Mouvement du 23 mars, ainsi que celles d'autres groupes et milices armés présents dans l'est de la République démocratique du Congo, ont pris de l'ampleur ces derniers mois, entraînant plus de 7,2 millions de déplacés internes, menaçant ainsi la paix et la stabilité de cette zone. En effet, les exactions commises par les groupes armés dans l'est de République démocratique du Congo et au Burundi ont ravivé les tensions entre les pays voisins, notamment entre le Burundi et le Rwanda et entre le Rwanda et la République démocratique du Congo.

C'est dans ce contexte que l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs, M. Xia Huang, et moi-même avons effectué une mission conjointe au Burundi et au Rwanda, afin de proposer nos bons offices face à cette montée des tensions. C'est également dans ce cadre que l'Envoyé spécial Xia Huang, la Représentante spéciale du Secrétaire général et Cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, M<sup>me</sup> Bintou Keita, et moi-même avons discuté ensemble, à Luanda, à l'occasion de la réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, des moyens de coordonner nos efforts pour soutenir le processus de Luanda mené par S. E. M. João Manuel Gonçalves Lourenço, Président de la République d'Angola, en faveur du retour de la paix dans

l'est de la République démocratique du Congo. La réunion de Luanda a été l'occasion pour les États membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale d'adopter respectivement une déclaration sur les processus de médiation et sur la lutte contre les discours de haine en Afrique centrale.

Au cours de la période couverte par le présent rapport, l'Afrique centrale a été confrontée à une augmentation des précipitations extrêmes induites par les changements climatiques, qui ont entraîné des conséquences dévastatrices sur les vies humaines, les infrastructures et la stabilité socioéconomique. Plusieurs pays de l'Afrique centrale et de l'Afrique de l'Est ont en effet été frappés par de graves inondations causées par de fortes pluies. L'Angola, le Burundi, la République démocratique du Congo et le Congo ont vu des milliers de maisons détruites, des populations déplacées et des infrastructures endommagées. Le Kenya et la Tanzanie ont également été touchés pendant la même période.

Il est évident que de telles crises, liées aux changements climatiques, ont des effets dévastateurs sur les pays affectés et posent des défis sécuritaires significatifs pour l'Afrique centrale. Elles mettent à rude épreuve les ressources limitées des Gouvernements, exacerbent les vulnérabilités socioéconomiques existantes et peuvent potentiellement alimenter des troubles sociaux et des conflits liés à l'accès aux ressources. En effet, la perte de moyens de subsistance et le déplacement des communautés sont susceptibles d'exacerber les inégalités socioéconomiques et de saper l'autorité des États. Les populations déplacées sont également vulnérables à l'insécurité alimentaire et aux épidémies, posant ainsi des défis réels à la sécurité aussi bien nationale que régionale, en plus d'exacerber une situation humanitaire déjà fort préoccupante.

En effet, au cours de la période couverte par le présent rapport, les crises humanitaires dans la région se sont multipliées, qu'elles soient le fait de phénomènes climatiques ou le résultat de la violence armée. À cet égard, la crise soudanaise continue, hélas, avec son lot d'atrocités, qui poussent encore plus de réfugiés au Tchad ainsi qu'en République centrafricaine. Il me plaît, à cet égard, d'informer le Conseil que, conscients de cette situation, les États membres de la CEEAC ont pris la décision d'organiser une conférence humanitaire à Malabo, en novembre prochain. Les Gouvernements de la sous-région ont par ailleurs pris conscience de la menace que représentent les changements climatiques

pour leur stabilité et leur développement. C'est ainsi que, les 14 et 15 mars derniers, le Gouvernement de Sao Tomé-et-Principe a organisé une conférence de haut niveau sur le financement innovant pour le climat, la conservation de la biodiversité et le développement durable. Celle-ci s'est conclue par un appel à l'élaboration d'une feuille de route pour un financement durable bleu et vert, en mettant en avant l'importance des partenariats et de la mobilisation des ressources.

La sous-région de l'Afrique centrale, malgré les progrès réalisés, continue par ailleurs de faire face aux défis de la sécurité maritime dans le golfe de Guinée. Nous poursuivons les efforts de coordination et de lutte contre ce fléau entre la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et la CEEAC avec le soutien des partenaires.

Je voudrais, pour conclure, indiquer que comme je l'ai souligné lors de la présentation des précédents rapports, le BRENUAC continue de travailler en étroite collaboration avec la Commission de la CEEAC pour mieux accompagner la sous-région dans sa quête de paix, de stabilité et de développement. Conscients de l'important rôle que joue la Commission de la CEEAC à cet égard, nous continuerons d'explorer les voies et moyens qui nous permettront d'appuyer la Commission afin de mieux coordonner nos activités avec cette dernière, pour la promotion de la démocratie, la protection des droits de l'homme, y compris la participation des femmes et des jeunes aux processus décisionnels, et la préservation de l'environnement, qui sont tous des éléments essentiels pour asseoir les bases de la prospérité et du développement partagés, auxquels tous les peuples d'Afrique centrale aspirent.

C'est notre souhait que le renouvellement du mandat du BRENUAC en cours prendra en compte cette ambition du Bureau de répondre aux attentes des pays membres de la CEEAC à plus de coopération et de bons offices dans les années à venir.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Abarry de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M. da Piedade Veríssimo.

**M. da Piedade Veríssimo** : C'est un grand honneur pour moi de prendre la parole à cette importante rencontre consacrée à l'examen de la situation sécuritaire en Afrique centrale. Qu'il me soit ainsi permis, à l'entame de mon propos, de présenter mes sincères félicitations à l'Ambassadeur Joonkook Hwang pour sa brillante élection à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de juin, et



de lui exprimer mes vifs remerciements pour avoir bien voulu associer la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) aux importantes discussions de ce jour. Dans le même ordre d'idées, je tiens à féliciter le Conseil de sécurité pour sa décision de consacrer sa rencontre de ce jour à la situation en Afrique centrale. Nous estimons, à la CEEAC, que cette réunion arrive à point nommé, compte tenu de la situation sécuritaire particulièrement complexe que traversent certains États de notre sous-région.

Au moment où se tient cette séance du Conseil, nous considérons que la situation dans l'espace de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale est globalement stable, bien qu'elle reste fragile et exposée au contexte politique, sécuritaire et économique international. En effet, après trois années d'un processus de transition politique accompagné et soutenu par la CEEAC, le Tchad a tenu une élection présidentielle le 6 mai, consacrant ainsi le retour du pays à l'ordre constitutionnel. Il y a lieu de rappeler que cette conclusion heureuse du processus de transition a été rendue possible par la volonté de coopérer manifestée par les autorités et tous les acteurs tchadiens, ainsi que par le travail de facilitation accompli au nom de la Communauté par le Président de la République démocratique du Congo, S. E. M. Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo. De son côté, le processus de transition politique en cours au Gabon, depuis sa mise en place le 31 août 2023, suscite espoir et optimisme. En effet, le consensus dégagé dans le cadre du dialogue national inclusif, qui a réuni près de 600 acteurs gabonais de tous les horizons en avril dernier, a balisé la voie vers l'élaboration imminente de la prochaine constitution du pays et sa présentation au référendum, ainsi que l'organisation des élections censées mettre un terme à la transition, au mois de septembre 2025.

Le changement anticonstitutionnel au Gabon, le 30 août 2023, a conduit la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC, conformément à ses textes fondamentaux, à sanctionner la République gabonaise, notamment par sa suspension à la participation aux activités de la Communauté. Les développements positifs enregistrés depuis lors expliquent la décision prise, en mars, par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC, de lever la sanction prise par la Communauté à l'encontre de ce pays, sous la condition du respect strict du chronogramme de la transition présenté à la Conférence en décembre 2023. La mesure prise dernièrement par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC vise à mieux accompagner le Gabon dans cette phase cruciale de son processus de

transition, relative à l'organisation du référendum constitutionnel et des élections censées mettre un terme à la transition. Comme ce fut le cas pour le Tchad, le processus de transition politique au Gabon bénéficie de l'accompagnement et de l'appui de la CEEAC, y compris à travers la facilitation menée par le Président de la République centrafricaine, S. E. M. Faustin Archange Touadera.

Nonobstant ces situations positives, l'Afrique centrale fait face à plusieurs défis sécuritaires. Il s'agit notamment de l'activisme persistant des groupes armés réfractaires aux processus de paix, aussi bien en République centrafricaine que dans la partie orientale de la République démocratique du Congo. La région fait également face à la menace terroriste provenant à la fois de la zone sahélienne et de la région du bassin du lac Tchad, mais aussi à celle localisée dans l'est de la République démocratique du Congo. Les mouvements sécessionnistes restent tout aussi une menace sécuritaire dans la région, comme en témoigne la situation au Cameroun, bien que leur capacité de nuisance soit très réduite à ce jour grâce à l'action des pouvoirs publics. La région d'Afrique centrale est aussi le théâtre d'une grande crise humanitaire causée à la fois par les différentes situations d'insécurité auxquelles elle est confrontée et les conséquences néfastes des changements climatiques, dont la manifestation récente la plus éloquente est la série d'inondations qui frappe actuellement plusieurs États de notre espace communautaire. S'agissant de situations d'insécurité évoquées ci-haut, il est important de rappeler qu'autant l'Afrique centrale est le foyer de millions de déplacés internes provenant de la région, autant notre espace régional accueille des milliers de réfugiés fuyant les exactions dans des théâtres de crise au Soudan et en Libye, pour ne citer que ces deux pays.

Enfin, il y a lieu de rappeler les tensions diplomatiques-sécuritaires entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, d'une part, et le Burundi et le Rwanda, d'autre part. Ces multiples crises enchevêtrées sont en train de remettre durablement en cause le système des conflits qui a été à la base de la déflagration survenue dans la région des Grands Lacs au milieu des années 1990, et dont nous ressentons encore les conséquences jusqu'à ce jour. Les processus de Luanda et de Nairobi pilotés respectivement par le Président de la République d'Angola, S. E. M. João Manuel Gonçalves Lourenço, et l'ancien Président de la République du Kenya, M. Uhuru Kenyatta, ont permis de contenir ces crises, mais sans toutefois les résoudre de manière définitive.

Malgré les efforts régionaux et continentaux, sans doute importants, continuellement mobilisés en

vue de leur faire face, les groupes armés, les organisations terroristes, les mouvements sécessionnistes et les crises diplomatico-sécuritaires qui sévissent en Afrique centrale continuent de représenter une menace à la paix et à la sécurité internationales. Cette situation mérite donc toute l'attention du Conseil de sécurité. À cet effet, la CEEAC voudrait réitérer ses remerciements à l'ONU pour la contribution de ses deux missions de paix actuellement déployées en République démocratique du Congo et en République centrafricaine. Toutefois, en prenant en considération le retrait imminent de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo de la République démocratique du Congo, tel que convenu entre le Gouvernement congolais et l'ONU, nous voudrions plaider auprès du Conseil de sécurité pour qu'il fournisse tout l'appui nécessaire à la mission régionale déployée par la Communauté de développement de l'Afrique australe en République démocratique du Congo en vue de garantir l'atteinte de ses nobles objectifs.

Dans le même ordre d'idées, tout en reconnaissant les efforts combien louables présentement menés dans le cadre des processus de Luanda et de Nairobi pour résoudre les crises dans l'est de la République démocratique du Congo, nous estimons que le Conseil de sécurité devrait davantage renforcer son soutien auxdits processus, particulièrement en cette période où les tensions interétatiques semblent avoir atteint leur paroxysme dans la sous-région.

Je ne saurais clore mon propos sans réitérer les félicitations de la CEEAC au Conseil de sécurité pour l'organisation de cette importante séance. Je réitère également les remerciements de notre organisation au Président du Conseil pour avoir associé la CEEAC aux délibérations de ce jour.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. da Piedade Veríssimo de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Kariuki** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs exposés le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, M. Abarry, et le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, M. Gilberto da Piedade Veríssimo.

Le Royaume-Uni se félicite des résultats positifs que le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) a obtenus face aux difficultés auxquelles la sous-région est confrontée, notamment en

usant de ses bons offices et en renforçant les capacités pour s'attaquer aux causes profondes des conflits.

Je formulerai quatre brèves observations aujourd'hui.

Premièrement, nous nous félicitons que l'élection présidentielle du 6 mai dernier au Tchad se soit déroulée dans des conditions globalement pacifiques, mais les allégations d'irrégularités et le refus d'accréditation de 2 900 observateurs électoraux formés par l'Union européenne risquent de compromettre les progrès vers un retour à l'ordre constitutionnel. Le Royaume-Uni demande instamment au Tchad de fixer dès maintenant un calendrier pour les élections locales et législatives, qui seront une occasion de démontrer son attachement à la bonne gouvernance.

Deuxièmement, comme l'indique clairement le rapport du Secrétaire général (S/2024/420), le Gabon se trouve à un tournant décisif après son dialogue national. Nous saluons la coopération des autorités avec le BRENUAC à ce jour. La mise en place d'un processus inclusif en vue d'une transition vers l'ordre constitutionnel, conformément à la feuille de route pour l'organisation d'élections en août 2025, sera indispensable pour répondre aux aspirations démocratiques de tous les Gabonais et toutes les Gabonaises.

Troisièmement, nous encourageons le BRENUAC à renforcer son appui au Cameroun pour trouver une solution politique à la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Par ailleurs, le Royaume-Uni est profondément préoccupé par la violence des insurgés dans la région de l'Extrême-Nord, notamment par l'utilisation croissante d'engins explosifs improvisés. Et nous appuyons pleinement la Force multinationale mixte dans sa lutte contre les groupes jihadistes dans le bassin du lac Tchad.

Enfin, pour assurer la stabilité dans la sous-région, il faut s'attaquer aux moteurs et aux catalyseurs des conflits. Le Royaume-Uni est conscient que les changements climatiques ont une incidence sur la paix et la stabilité dans toute la sous-région et encourage le BRENUAC à renforcer sa collaboration avec d'autres acteurs régionaux pour permettre une réponse plus cohérente face à ce défi.

**M. Wood** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie de leurs exposés riches en informations le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, M. Abarry, et M. da Piedade Veríssimo, de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale.

Les États-Unis estiment qu'il est vital d'appuyer les aspirations démocratiques et pacifiques des peuples d'Afrique centrale. Atténuer les conséquences humanitaires du conflit au Soudan, mettre en place des institutions démocratiques, encourager des élections libres et régulières et lutter contre la menace persistante posée par Boko Haram restent autant de priorités importantes. Les États-Unis sont particulièrement préoccupés par les effets de la crise au Soudan sur le Tchad et la République centrafricaine, ces deux pays accueillant collectivement plus de 600 000 nouveaux réfugiés soudanais.

Nous remercions les Gouvernements tchadien et centrafricain, les populations locales et les organisations non gouvernementales d'avoir accueilli ces réfugiés. Les États-Unis continuent de fournir une aide humanitaire importante afin de contribuer à répondre aux besoins des réfugiés, des communautés d'accueil et d'autres populations. L'année dernière, les États-Unis ont été le principal fournisseur d'aide au Soudan et aux pays voisins. Nous continuerons à travailler avec nos principaux partenaires, en particulier ceux de la région, pour inciter les parties au conflit à déposer les armes, à garantir une aide humanitaire sans entrave et à reprendre les pourparlers de paix.

Au Tchad, nous saluons le déroulement globalement pacifique de l'élection présidentielle du 6 mai, qui a marqué l'aboutissement d'une période de transition de trois ans, bien que nous regrettions que le contrôle total exercé par le Gouvernement de transition sur les institutions électorales ait limité la transparence et sapé la confiance du public dans les résultats. Alors que le Tchad se prépare à la tenue d'élections législatives à la fin de l'année 2024, suivies d'élections locales, nous appelons le Gouvernement à renforcer l'inclusivité et la transparence du processus électoral. Nous encourageons le Gabon à continuer de progresser dans son calendrier électoral et à inclure la société civile dans le processus. Pour que les États-Unis continuent d'apporter une aide, il est très important que le Gabon avance vers l'organisation d'élections libres, régulières et assorties de processus électoraux inclusifs, et qu'il mette en place en temps voulu un gouvernement démocratiquement élu qui représente le peuple gabonais.

En ce qui concerne la République centrafricaine, les États-Unis appellent le Gouvernement et l'opposition à engager un dialogue constructif et transparent avant les élections locales et régionales qui se tiendront dans le pays pour la première fois depuis 1988. Ces élections sont un élément clef de la décentralisation et de la mise en place d'institutions locales qui répondent aux besoins

des citoyens. En outre, les États-Unis affirment le rôle important de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) s'agissant de faciliter les élections locales et régionales et, plus généralement, d'appuyer l'extension de l'autorité de l'État. Il est essentiel que le Gouvernement centrafricain renforce sa coordination avec la MINUSCA et permette à la Mission de mener ses activités sans obstruction.

Nous ne pouvons pas laisser les groupes terroristes entraver ou miner les progrès démocratiques. Les États-Unis condamnent Boko Haram, la « Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique » et tous les groupes qui attaquent les civils et déplacent les populations. L'héritage de l'Armée de résistance du Seigneur, qui reste active, montre comment une non-application du principe de responsabilité peut perpétuer la violence. Les États-Unis appuient les efforts déployés par les États de la région et la Force multinationale mixte pour lutter contre ces groupes terroristes et mettre en œuvre des stratégies globales qui s'attaquent aux facteurs sous-jacents du terrorisme et garantissent la justice.

Pour terminer, je voudrais dire que les États-Unis sont prêts à continuer d'appuyer les aspirations démocratiques et pacifiques du peuple centrafricain. Et nous restons favorables à une déclaration de la présidence du Conseil de sécurité qui permettrait au Conseil de prendre officiellement position sur ces questions importantes, notamment en prenant acte de la menace que les changements climatiques font peser sur la région.

**M<sup>me</sup> Blokar Drobič** (Slovénie) (*parle en anglais*) : Je tiens à remercier de leurs exposés détaillés le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, M. Abarry, et le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), M. da Piedade Veríssimo.

Les exposés que nous avons entendus aujourd'hui brossent le tableau d'une région dynamique, en quête de croissance, de progrès démocratique et de développement durable, mais qui est en même temps confrontée à d'importants problèmes politiques, économiques et sociaux. S'ils ne sont pas réglés, ils continueront à provoquer des conflits et des violences, ce que nous déplorons sans réserve.

À cet égard, qu'il me soit permis de formuler les observations suivantes.

Premièrement, nous prenons note des différents processus de transition en cours dans la région, notamment

l'élection présidentielle au Tchad en mai et le dialogue national qui s'est tenu en avril au Gabon. Nous saluons l'engagement général en faveur de processus électoraux comme moyen de mener à bien les transitions politiques. Néanmoins, nous soulignons que la tenue d'élections ne doit pas être une fin en soi. Un espace politique inclusif, des institutions indépendantes et robustes, l'état de droit et la protection des droits humains sont essentiels pour garantir de véritables processus démocratiques. Nous sommes préoccupés par les restrictions qui continuent d'être imposées à l'espace civique et à la liberté d'expression.

Nous sommes encouragés par les exemples positifs de renforcement de la gouvernance démocratique en Afrique centrale. Nous saluons les réformes des secteurs judiciaire et de la sécurité mises en œuvre par Sao Tomé-et-Principe. Nous encourageons le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) et la CEEAC, ainsi que d'autres organismes des Nations Unies et organisations régionales, à continuer de soutenir Sao Tomé-et-Principe et d'autres pays de la région dans la mise en œuvre de leurs réformes démocratiques.

Nous reconnaissons que les déplacements massifs provoqués par la guerre au Soudan ont de lourdes conséquences sur la situation humanitaire dans les pays voisins et au sein de leurs communautés déjà fragiles. Nous félicitons les Gouvernements tchadien et centrafricain de la solidarité qu'ils témoignent aux personnes fuyant la guerre. Nous appelons à maintenir la coopération internationale et le soutien en faveur des populations déplacées, ainsi que des communautés d'accueil.

Deuxièmement, nous félicitons le BRENUAC de son attachement indéfectible au programme relatif au climat et la paix et la sécurité. Le rapport qui nous a été présenté par le Représentant spécial Abarry (S/2024/420) montre clairement les conséquences de la crise climatique sur la paix et la sécurité dans la région. Chaque phénomène météorologique extrême, qu'il s'agisse des inondations catastrophiques en République démocratique du Congo, au Congo, au Burundi et au Rwanda ou de la sécheresse historique en Angola, a une incidence directe sur la sécurité alimentaire et provoque de nouvelles vagues de déplacements, alimentant ainsi le cycle de l'instabilité.

La Slovénie observe avec une profonde inquiétude la dynamique des graves conflits entre agriculteurs et éleveurs qui découlent directement de la pénurie de ressources naturelles, d'origine climatique, laquelle entraîne des changements dans les mouvements de transhumance. C'est pourquoi nous soutenons fermement les

efforts du BRENUAC en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre d'un protocole régional sur la transhumance qui contribuerait à prévenir et à régler les conflits dans la région.

Il ne peut y avoir de dialogue politique inclusif sans la participation pleine, égale et effective, en toute sécurité, des femmes et des jeunes. Les femmes jouent un rôle clef dans le relèvement économique et le renforcement de la cohésion sociale. Leur participation est essentielle à l'édification et au maintien d'une paix durable. Nous nous félicitons donc du soutien apporté par le BRENUAC aux efforts locaux, nationaux et régionaux visant à autonomiser les femmes et les jeunes de la région et à renforcer leur participation politique.

Enfin, qu'il me soit permis d'exprimer notre ferme soutien à la prorogation du mandat du BRENUAC à la fin du mois d'août. En outre, la Slovénie attend avec impatience l'adoption d'une nouvelle déclaration présidentielle afin de doter le BRENUAC d'un outil politique solide pour s'acquitter de son important mandat.

**M. Bendjama** (Algérie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prononcer la présente déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir le Mozambique, la Sierra Leone et mon pays, l'Algérie, ainsi que du Guyana.

Nous accueillons avec satisfaction le rapport du Secrétaire général (S/2024/420) et remercions notre frère, M. Abdou Abarry, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, de son exposé complet et des informations pertinentes qu'il a fournies sur la situation dans la région. Nous remercions également le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), M. da Piedade Veríssimo, de son exposé.

L'Afrique centrale, région riche en ressources, se trouve à la croisée des chemins, aux prises avec une série de problèmes complexes et interconnectés, notamment des conflits armés, la criminalité transnationale et l'insécurité maritime. Il est toutefois encourageant de voir que les initiatives régionales et sous-régionales déploient des efforts constants pour lutter contre ces problèmes, apportant une lueur d'espoir grâce aux pourparlers de paix et aux programmes de désarmement en cours, et que les transitions politiques progressent.

Au niveau politique, nous jugeons encourageantes les dynamiques positives dans plusieurs pays de la région, ainsi que les mesures prises pour renforcer et restaurer les



institutions, en vue de répondre aux aspirations légitimes des populations.

Sur le plan de la sécurité, les trois membres africains du Conseil et le Guyana sont préoccupés par les atteintes à la sécurité impliquant Boko Haram, qui font trop de victimes dans la région. Nous appelons toutes les parties prenantes de la région à unir leurs forces pour contrer d'urgence la recrudescence des attaques de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad, et nous invitons à mettre en place des initiatives pour lutter contre les causes profondes de la violence et de l'extrémisme.

Nous sommes également préoccupés par l'utilisation croissante d'engins explosifs improvisés par les groupes terroristes dans la région. Les trois membres africains du Conseil et le Guyana recommandent de renforcer la coopération transfrontière entre les États de la région et au-delà pour lutter contre le fléau du terrorisme. Nous notons également que l'Armée de résistance du Seigneur continue de commettre des attaques contre des civils et, une fois encore, nous soulignons la nécessité de lutter contre le problème du terrorisme et les activités des groupes armés.

La sécurité maritime dans le golfe de Guinée reste une préoccupation urgente, la piraterie, les vols à main armée et d'autres activités illicites menaçant la stabilité régionale et le développement économique. Nous appelons toutes les forces de sécurité présentes dans cette zone maritime à redoubler d'efforts et à renforcer leur collaboration pour mettre fin à ces incidents. Les trois membres africains du Conseil et le Guyana condamnent fermement les violations et les actes de violence commis dans la région. Nous appelons les groupes armés à renoncer à la violence et à participer aux processus de dialogue et de désarmement en cours dans les pays d'Afrique centrale.

Nous nous félicitons de l'examen des stratégies efficaces de désarmement, démobilisation et réintégration de groupes armés mises en œuvre dans certains pays d'Afrique centrale. Nous estimons que ces stratégies doivent être reproduites dans la région et au-delà, le cas échéant. À cette fin, les trois membres africains du Conseil et le Guyana invitent également tous les partenaires à continuer de fournir un appui financier et technique afin de garantir que les programmes de désarmement, démobilisation et réintégration mis en place dans la région soient menés à bien dans les délais prévus.

La prise en compte des droits et besoins des femmes et des filles exposées à la violence dans les zones touchées par la crise est une priorité des trois membres africains du

Conseil et du Guyana. Nous exhortons les partenaires à fournir une assistance spécialisée afin que ces besoins et droits soient garantis de manière globale.

Nous sommes aussi préoccupés par l'impact négatif, sur la région de l'Afrique centrale, des changements climatiques, comme la fréquence et l'intensité accrues de phénomènes météorologiques extrêmes, qui fait peser une menace concrète sur les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire et la paix dans la région. La région reste parmi les plus vulnérables aux conséquences du dérèglement climatique. La récurrence d'inondations toujours plus dévastatrices, les sécheresses de plus en plus prolongées et la réduction historique de la taille du lac Tchad en sont de parfaites illustrations. De surcroît, les besoins humanitaires en Afrique centrale restent notamment liés à la violence armée, à l'insécurité alimentaire et aux déplacements forcés. L'aide humanitaire est loin de répondre aux besoins des populations touchées, ce qui est extrêmement préoccupant. C'est pourquoi nous encourageons les donateurs à octroyer des ressources financières suffisantes pour permettre à l'intervention humanitaire de mener à bien son programme et ses activités.

Les trois membres africains du Conseil et le Guyana soulignent que la région d'Afrique centrale est confrontée à nombre d'autres difficultés urgentes. Des décennies de conflit lui ont laissé de profondes balafres. Comme je l'ai déjà mentionné, les groupes armés continuent de pousser les civils au déplacement et d'entraver la prestation de services vitaux. Les groupes les plus vulnérables, en particulier les femmes et les enfants, sont les plus durement touchés. C'est pourquoi la communauté internationale doit endosser un rôle plus important, en particulier pour une relance économique porteuse de transformation. Nous appelons tous ceux qui sont en mesure de le faire à contribuer à répondre aux besoins les plus urgents, mais aussi à investir dans le développement durable de l'Afrique centrale, en particulier dans l'éducation et les soins de santé, piliers d'un avenir plus radieux. Nous exhortons la communauté internationale en général, et le Conseil de sécurité en particulier, à accompagner les pays de la région dans leur quête de paix et de développement.

L'Afrique centrale peut être prospère, mais la fragilité persistante de la paix et de la sécurité exige un appui constant de la part des Nations Unies. Les trois membres africains du Conseil et le Guyana conviennent que cet appui doit concerner particulièrement les domaines tels que la diplomatie préventive, la médiation et la consolidation de la paix.

**M. Dai Bing** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie de leurs exposés le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, M. Abarry, et le Président da Piedade Veríssimo.

Depuis un certain temps déjà, les pays d'Afrique centrale font énergiquement avancer leurs processus politiques et engrangent d'importants progrès au regard de leur quête de paix et de développement et de la promotion de la stabilité. La région reste toutefois confrontée à de multiples difficultés dans des domaines tels que la sécurité et le développement, ce qui exige un appui et une assistance internationaux accrus.

Je voudrais souligner les points suivants.

Premièrement, nous devons appuyer les efforts que déploie la région pour maintenir la stabilité d'ensemble. Au cours de la période considérée, le Tchad a organisé avec succès une élection présidentielle, marquant ainsi l'achèvement sans heurt de sa transition politique. Le Gabon a tenu un dialogue national, à la suite de quoi il a réintégré la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Le Rwanda prépare activement ses élections générales. La République centrafricaine fait avancer plus énergiquement son processus de paix. La Chine prend acte des efforts et des progrès accomplis par les pays de la région et les salue. Nous les encourageons à poursuivre sur cette lancée, à intensifier le dialogue et la solidarité et à préserver la stabilité politique d'ensemble. L'an prochain, plusieurs pays de la région s'engageront dans des transitions politiques et organiseront des élections générales. La communauté internationale doit respecter la souveraineté des pays de la région et leur appropriation de ces processus, défendre le principe du règlement des problèmes africains par des solutions africaines et soutenir les pays de la région dans leur choix d'un modèle de développement qui corresponde à leurs réalités nationales respectives.

Deuxièmement, nous devons appuyer une coopération régionale resserrée. Comme l'indique le rapport du Secrétaire général (S/2024/420), les conditions de sécurité qui prévalent dernièrement dans la région du bassin du lac Tchad sont complexes, voire difficiles. Boko Haram, Daech et d'autres organisations terroristes continuent de sévir et font des centaines de victimes parmi les civils. Nous nous félicitons des actions antiterroristes menées actuellement par le Tchad, le Cameroun et d'autres pays pour maintenir la pression sur ces groupes terroristes. C'est un domaine dans lequel la communauté internationale doit intensifier son appui afin que des capacités collaboratives en matière de sécurité soient mises en place à l'échelle

de la région. Le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) doit davantage assister l'élaboration du mécanisme de sécurité régional. L'onde de choc émanant du conflit au Soudan a une incidence sur la sécurité de pays tels que la République centrafricaine et le Tchad, et elle accentue les risques pour la sécurité régionale. Nous sommes favorables à un renforcement des contrôles aux frontières et des patrouilles conjointes des pays de la région, afin d'endiguer les flux illicites d'armes et de combattants et d'assurer la sécurité de la région.

Troisièmement, nous devons aider la région à aplanner les difficultés relatives aux moyens de subsistance et au développement. Elle connaît depuis peu une période de ralentissement économique et d'inflation, et certains pays ressentent de manière plus aiguë les problèmes de subsistance. Les problèmes tels que la violence armée et le conflit au Soudan ont exacerbé la crise humanitaire régionale. Le Tchad, la République démocratique du Congo, le Cameroun et d'autres pays sont soumis à une pression considérable du fait de problématiques telles que les réfugiés et la sécurité alimentaire. Les donateurs traditionnels et les institutions financières internationales doivent honorer leurs engagements en matière d'assistance, combler immédiatement le déficit de financement des fonds humanitaires d'urgence et aider la région à alléger le fardeau de sa dette et à régler ses difficultés de financement. La communauté internationale doit également aider les pays de la région à développer leurs infrastructures et à générer des perspectives d'emploi, intensifier ses efforts en matière de transfert de technologie et de partage des connaissances et les accompagner dans leur parcours vers un développement durable et autonome.

Récemment, plusieurs pays de la région ont subi des inondations, des sécheresses et d'autres catastrophes naturelles, ce qui a entraîné des pertes économiques considérables et encore freiné leur réalisation des objectifs de développement durable. La communauté internationale doit leur apporter un soutien accru pour leur permettre d'améliorer leur résistance climatique. Les pays développés doivent honorer leurs engagements en matière de financement de l'action climatique, procéder au transfert de technologies vertes et prendre des mesures plus tangibles dans le cadre de l'action menée à l'échelle de la région face aux changements climatiques.

Sous la direction du Représentant spécial Abarry, le BRENUAC a noué des contacts agissants avec toutes les parties pour renforcer la coopération en matière de sécurité et de développement dans la région, ce dont nous nous félicitons. La Chine est favorable à ce que le

Conseil renouvelle le mandat du BRENUAC et encourage le Bureau à poursuivre une communication et un dialogue plus étroits avec la CEEAC et les pays de la région afin de contribuer davantage à la paix et à la stabilité régionales.

**M<sup>me</sup> Evstigneeva** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions de leurs exposés le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Abdou Abarry, et le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), M. Gilberto da Piedade Veríssimo.

Les pays d'Afrique centrale restent confrontés à des défis complexes dans les domaines de la paix et de la sécurité, de la construction de l'État et du développement économique. Nous avons récemment constaté que nos collègues occidentaux ont pris soin de supprimer des documents du Conseil de sécurité toute référence aux événements qui se sont déroulés en Libye en 2011, lorsque leur usage précipité de la force a conduit à la déstabilisation de plusieurs régions d'Afrique. Bien sûr, c'est l'Afrique de l'Ouest qui en subit les conséquences les plus lourdes, mais l'Afrique centrale est également touchée. Les foyers d'instabilité s'étendent malheureusement au-delà de la région du Sahara et du Sahel. On voit l'inquiétude des pays côtiers du golfe de Guinée. Le renforcement de la « Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique » a des retombées négatives sur la situation de sécurité dans les États de la région du bassin du lac Tchad.

Nous sommes préoccupés par la persistance du potentiel destructeur de Boko Haram. Les actions de ce groupe continuent d'avoir des répercussions considérables sur la situation dans plusieurs régions du Cameroun et du Tchad et constituent une menace pour le nord-est du Nigéria. Nous attachons une importance particulière aux efforts régionaux de lutte contre le terrorisme. Nous relevons l'efficacité du travail conjoint des pays africains dans le cadre de la Force multinationale mixte. Nous appelons la communauté internationale à leur fournir un financement et une assistance prévisibles. Nous sommes préoccupés par la poursuite des violences dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, au Cameroun, et préconisons la recherche d'une formule politique pour régler les différends dans ces régions touchées par le conflit armé.

Nous sommes heureux de constater que la situation en République centrafricaine se stabilise progressivement. Avec l'appui des partenaires bilatéraux, dont la Russie, et de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, Bangui a réussi à surmonter la phase la plus difficile de la lutte contre les groupes armés. Nous invitons les pays de

la région à étudier l'expérience de la République centrafricaine en matière de normalisation, que Bangui est prêt à partager. Nous continuerons d'apporter tout notre soutien à nos amis centrafricains dans l'instauration de la paix et de la sécurité dans le pays.

Nous constatons une évolution positive du dialogue officiel entre la République centrafricaine et le Tchad sur la coopération transfrontière. Nous sommes convaincus que cela contribuera à renforcer les efforts conjoints visant à éliminer les menaces à la sécurité dans la zone adjacente à la frontière de ces deux pays. Nous félicitons le Gouvernement et le peuple tchadiens du bon déroulement de l'élection présidentielle et de la conclusion de la période de transition. Il s'agit là d'une étape importante pour assurer la stabilité et la concorde nationale. Nous prenons acte de l'engagement des autorités de transition du Gabon de revenir à l'ordre constitutionnel dans les délais convenus. Nous nous félicitons de la décision de la CEEAC de réadmettre le Gabon en son sein.

Nous sommes gravement préoccupés par la situation humanitaire difficile dans la région, en particulier par l'évolution de la situation au Soudan et par les difficultés considérables que ce conflit entraîne pour les États voisins. Les chiffres sur les réfugiés, les personnes déplacées et celles qui ont besoin d'une aide humanitaire attestent de la nécessité d'accroître le soutien aux États d'Afrique centrale. Nous nous associons à l'appel du Secrétaire général. Nous continuons d'appuyer les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) et de son chef, M. Abdou Abarry, en vue de renforcer la paix et la sécurité dans la région. Nous prenons acte des efforts de médiation menés par le Bureau en contact direct avec les parties dans les zones à problèmes et en coordination avec les mécanismes et les associations de la région. Nous estimons que le BRENUAC est un outil important de la diplomatie préventive internationale.

En même temps, nous sommes convaincus que les États de la région doivent jouer un rôle de premier plan dans la prévention des crises et le règlement des conflits. L'aide de la communauté internationale doit être fondée sur les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures et de respect de la souveraineté nationale. Il n'y a pas de place ici pour des pratiques coloniales dépassées et discréditées ou pour leurs manifestations contemporaines. Nous ne souscrivons pas au lien entre les changements climatiques et les questions de paix et de sécurité, qui est activement promu par plusieurs missions politiques spéciales. Nous considérons qu'il n'est pas approprié

de remplacer les efforts politiques par ces tâches secondaires. Les mesures visant à s'adapter aux conséquences des changements climatiques et à les surmonter doivent être prises en charge par les fonds et programmes des Nations Unies. Les solutions aux problèmes émergents sont clairement à rechercher dans le domaine de la promotion du développement économique. La chasse aux fonds des donateurs n'aboutira pas à des résultats concrets.

Pour terminer, nous voudrions dire que la Russie continuera à soutenir les entités des Nations Unies travaillant dans la région, y compris le BRENUAC, et à fournir à ses pays l'assistance nécessaire sur une base bilatérale.

**M<sup>me</sup> Shino** (Japon) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Abarry, et le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), M. da Piedade Veríssimo, de leurs exposés riches en informations.

Aujourd'hui, je voudrais aborder quatre points.

Premièrement, le Japon note la relative stabilité politique dont jouit la région depuis notre séance de décembre 2023 (voir S/PV.9505), malgré les restrictions de l'espace civique signalées dans certains pays. Nous réaffirmons que la bonne gouvernance et des institutions démocratiques solides fondées sur l'état de droit sont essentielles et que des efforts continus doivent être déployés pour protéger l'espace civique, notamment la liberté d'expression, et pour garantir l'inclusivité du dialogue politique. À cet égard, le Japon se félicite du dialogue national ouvert à tous qui a eu lieu au Gabon en avril et des progrès réalisés par le pays en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel, conformément au calendrier défini. Nous appelons de nos vœux la tenue d'élections présidentielle et législatives pacifiques et régulières en août 2025. En ce qui concerne le Tchad, le Japon salue les efforts déployés par le peuple tchadien pour la tenue de l'élection présidentielle du mois dernier, qui s'est déroulée de manière généralement pacifique, et espère que de nouveaux progrès vers la démocratie seront réalisés de manière inclusive, pacifique et transparente.

Deuxièmement, sur le plan de la sécurité, nous restons préoccupés par la poursuite des violences dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, et en particulier par l'effet que cela a sur les générations futures, privées de leur droit à l'éducation, comme cela a été relevé dans le rapport du Secrétaire général (S/2024/420). Nous appelons le Gouvernement camerounais à coopérer de manière constructive avec toutes les

parties prenantes, sur la base du dialogue national de 2019, en vue d'assurer la reconstruction et le développement de ces régions et le retour en toute sécurité des réfugiés et des personnes déplacées.

Troisièmement, le Japon est préoccupé par l'insécurité persistante et la situation humanitaire catastrophique dans la région. Cette situation est exacerbée par les effets négatifs des changements climatiques, qui se traduisent par une augmentation de l'insécurité alimentaire, des pénuries d'eau, des conflits entre communautés et des déplacements forcés. Le Japon salue les efforts conjoints des pays de la région, de la CEEAC, du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) et d'autres acteurs pour promouvoir le programme pour le climat et la paix et la sécurité dans la région de l'Afrique centrale, qui est impératif pour parvenir à une stabilité régionale à long terme.

Enfin, des efforts concertés de la part des gouvernements nationaux, des organisations sous-régionales et régionales et de la communauté internationale sont nécessaires pour relever les défis multiformes de la gouvernance auxquels la région est confrontée et qui ont des conséquences sur son développement socioéconomique et politique. Le BRENUAC est dans une position unique en son genre qui lui permet de faciliter et de renforcer ces efforts. À cet égard, le Japon est favorable au renouvellement du mandat du BRENUAC pour une nouvelle période de trois ans, comme l'a recommandé le Secrétaire général.

En outre, nous devons nous attacher à adopter une déclaration de la présidence du Conseil de sécurité. La dernière date d'il y a près de cinq ans. Une déclaration de la présidence non seulement sera le signe que le Conseil appuie le travail précieux dont s'acquitte le BRENUAC, mais fournira aussi des orientations plus concrètes concernant les priorités du Conseil, compte tenu de l'évolution récente de la situation dans la région.

**M<sup>me</sup> Jaraud-Darnault** (France) : Je remercie le Représentant spécial pour son exposé, ainsi que le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale.

Je salue les efforts déployés par le Représentant spécial et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) en faveur de la consolidation de la paix en Afrique centrale. La France soutient la prorogation de son mandat pour trois ans. Le travail réalisé par le BRENUAC est essentiel dans un contexte où la région connaît des défis majeurs. Plusieurs États, notamment le Tchad et la République centrafricaine, font



face à des déplacements importants de population civile, engendrés par le conflit au Soudan.

Les opérations militaires en cours dans la ville d'El-Fasher, au Darfour septentrional, menacent des centaines de milliers de civils pris au piège. Elles créent en outre un risque humanitaire et de déstabilisation pour la région. La France appelle les parties à mettre un terme à l'escalade et à s'engager de bonne foi dans le processus de résolution du conflit.

La mission de bons offices du BRENUAC est également importante pour accompagner les autorités camerounaises et trouver une solution à la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. La France est préoccupée par les violences et appelle les autorités à poursuivre le dialogue. Il y va de la stabilité du pays et de la sécurité de ses habitants.

Les processus de transition engagés dans plusieurs pays de la région doivent se poursuivre pour permettre un retour à des institutions démocratiques. La participation pleine et entière de toutes les composantes de la société est essentielle, dans l'intérêt des populations et pour garantir une stabilité à long terme de ces États. La France a salué l'engagement démocratique du peuple tchadien. Elle continue à soutenir le Tchad dans sa transition politique et en faveur du dialogue entamé sur la modernisation du pays.

Au Gabon, la transition se déroule de manière encourageante. La France est prête à apporter son soutien en vue d'un retour à l'ordre constitutionnel, dans la continuité du dialogue national. La France soutient pleinement les efforts du BRENUAC pour accompagner la préparation des prochaines élections.

En République centrafricaine, la France encourage les autorités à garantir l'exercice des droits civils et politiques de tous les Centrafricains. Il faut créer, dès à présent, les conditions favorables à la tenue d'élections locales et régionales libres, transparentes et inclusives. La France rappelle également l'importance d'une mise en œuvre effective de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation et de la feuille de route de Luanda par toutes les parties. Elle salue les efforts des autorités centrafricaines en ce sens.

La France se félicite de l'engagement du BRENUAC sur la question des risques posés par les changements climatiques pour la stabilité et la sécurité des pays de la région. Les impacts du changement climatique sont documentés. Le rapport du Secrétaire général (S/2024/420) revient notamment sur les conséquences pour les

populations des inondations en République démocratique du Congo, au Congo, au Rwanda et au Burundi. Il faut maintenant s'atteler à la mise en œuvre de solutions concrètes sur le terrain. Pour cela, le travail du Conseiller pour le climat et la paix et la sécurité du BRENUAC et la coordination avec les organisations sous-régionales et les États de la région sont essentiels.

**M. De La Gasca** (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je remercie de leurs exposés le Représentant spécial du Secrétaire général et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), M. Abdou Abarry, et le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), M. Gilberto da Piedade Veríssimo.

Le rapport du Secrétaire général (S/2024/420) met en exergue la complexité des défis auxquels la sous-région d'Afrique centrale est confrontée en matière humanitaire et de sécurité. Le BRENUAC dispose des outils nécessaires pour prévenir ou atténuer les crises politiques et promouvoir le dialogue afin d'instaurer la stabilité et d'aider les pays à consolider la paix. Ce rôle vient compléter celui des organismes sous-régionaux qui promeuvent la bonne gouvernance, la confiance mutuelle et le bon voisinage dans la sous-région de l'Afrique centrale.

Nous prenons note des avancées accomplies sur la voie d'un retour à la démocratie au Gabon et de la tenue d'une élection présidentielle au Tchad, ainsi que du rôle joué par la CEEAC à cet égard. Nous prenons également note des faits nouveaux survenus au Burundi, au Rwanda et à Sao Tomé-et-Principe sur le plan politique.

Les problèmes de sécurité persistent, notamment la recrudescence des violences commises par Boko Haram dans le bassin du lac Tchad et au Cameroun, ainsi que les affrontements intercommunautaires. La lutte contre le terrorisme doit s'accompagner d'efforts pour éliminer les causes de la violence, promouvoir le dialogue et la tolérance, lutter contre les discours de haine et la désinformation et assurer aux populations des moyens de vivre dignement. Les besoins humanitaires liés aux déplacements forcés que provoquent les conflits en cours dans la région atteignent un niveau record en République démocratique du Congo. La République centrafricaine et le Tchad reçoivent sans cesse davantage de personnes fuyant le conflit au Soudan. En outre, la situation humanitaire est aggravée par des catastrophes naturelles que les changements climatiques exacerbent. L'aide internationale ne peut faiblir.

Les activités liées aux programmes relatifs aux femmes et la paix et la sécurité et aux jeunes et à la paix et la sécurité que le BRENUAC, en collaboration avec des organisations de la société civile, mène au Gabon, en Guinée équatoriale et en Angola doivent continuer d'être reproduites. Développement, paix, sécurité et droits humains sont indissociables et se renforcent mutuellement ; il faut donc coordonner les efforts destinés à ouvrir des horizons pour la population et à améliorer ses conditions de vie. Dans le même sens, le développement des infrastructures routières, les services de base, les soins de santé et l'éducation doivent être appuyés. La capacité du BRENUAC à favoriser les synergies entre les pays de la sous-région, le système des Nations Unies et les organismes tels que le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture revêt un grand intérêt. Il serait également utile de jeter des ponts vers les institutions financières régionales et internationales pour faciliter l'accès aux ressources, notamment le financement de l'action climatique, si limité pour les pays en situation de conflit.

Pour terminer, je renouvelle l'appui de ma délégation à l'action du Représentant spécial Abarry et au rôle du BRENUAC dans la riposte coordonnée et multiforme indispensable pour relever les défis auxquels la sous-région de l'Afrique centrale est confrontée.

**M<sup>me</sup> Gatt** (Malte) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Abarry, et le Président da Piedade Veríssimo de leurs observations éclairantes.

L'Afrique centrale recèle un immense potentiel de croissance socioéconomique. La bonne gouvernance et les réformes permettraient notamment de tirer le plein parti de ce potentiel, tout en favorisant la confiance et l'inclusion. Malte salue le partenariat stratégique noué entre le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), en particulier dans des domaines cruciaux comme la prévention des conflits et la médiation, la sécurité maritime et les changements climatiques. Nous sommes favorables à ce type de synergies, qui sont susceptibles de donner lieu à des initiatives fructueuses aux retombées positives dans la région.

Dans ce contexte, Malte salue les initiatives visant à renforcer le système judiciaire à Sao Tomé-et-Principe, ainsi que les remarquables partenariats noués avec la société civile et l'appui accordé aux réseaux de femmes et de jeunes au Gabon. Nous prenons également note

des faits nouveaux survenus dans les pays en transition, comme le Gabon, ou le Tchad où cette phase s'est achevée par une élection. Nous demeurons convaincus que des outils démocratiques véritables doivent être ancrés dans la structure fondamentale des sociétés.

Certaines régions d'Afrique centrale restent hélas en proie à des problèmes récurrents, notamment la violence alimentée par des groupes armés, des organisations terroristes ou des éléments séparatistes armés. Nous rappelons le rôle crucial que joue le dialogue pour réduire les fractures économiques ou religieuses, voire idéologiques. Nous condamnons avec la plus grande fermeté les attaques visant les écoles et les enseignants. Au Cameroun, environ 2 875 écoles, sur 6 970, sont fermées depuis septembre 2023. Dans l'ensemble, on estime à 500 000 le nombre d'enfants qui ne sont pas scolarisés en raison de la violence qui vise les enseignants, les élèves et les établissements d'enseignement. C'est inacceptable.

Les offensives de Boko Haram continuent de dévaster le bassin du lac Tchad, où l'on constate une augmentation effroyable du nombre d'engins explosifs improvisés. Malte se fait l'écho de l'appel du Secrétaire général à appuyer la Force multinationale mixte et la Stratégie régionale en faveur de la stabilisation, du redressement et de la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram, actuellement en cours d'élaboration.

Nous tenons également à mettre en exergue les nombreux déplacements de population provoqués par le conflit prolongé au Soudan. Beaucoup ont cherché refuge dans les pays voisins d'Afrique centrale, en particulier au Tchad et en République centrafricaine, accentuant ainsi la pression sur des communautés d'accueil déjà vulnérables.

Les changements climatiques et leurs conséquences sur la sécurité et la stabilité en Afrique centrale restent une préoccupation majeure. Alors que les ressources naturelles s'amenuisent et que les phénomènes météorologiques extrêmes se multiplient, les terres agricoles deviennent le théâtre d'affrontements entre éleveurs et agriculteurs. Au Tchad, ces affrontements ont même fait des morts.

Des pluies diluviennes sans précédent, entraînant le débordement du fleuve Congo, ont provoqué les inondations les plus importantes depuis 1961 en République du Congo et en République démocratique du Congo, ravageant maisons et terres agricoles. Le Burundi et le Rwanda ont connu des destructions similaires, tandis que

l'Angola est confronté aux effets dévastateurs de cinq cycles de sécheresse consécutifs, les pires depuis 40 ans.

Il est toutefois possible de remédier à ces risques liés à la sécurité climatique. Malte appuie pleinement le travail important réalisé par les conseillères et conseillers pour le climat et la paix et la sécurité, dont celui déployé auprès du BRENUAC. Le Conseil peut faire davantage pour reconnaître le lien qui existe entre le climat et la paix et la sécurité, au moins sur le plan géographique, en Afrique centrale.

Nous rappelons à la communauté internationale la remarquable capacité d'absorption du carbone du bassin du Congo, largement connu comme le « poumon de l'Afrique ». C'est pourquoi nous nous félicitons du partenariat d'une valeur de 50 millions de dollars entre la République du Congo, la France et l'Union européenne annoncé à la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, visant à fournir un modèle économique durable, tout en protégeant la biodiversité et en luttant contre les changements climatiques.

Pour terminer, Malte appuie les efforts inlassables du Représentant spécial Abarry et du BRENUAC, ainsi que le renouvellement de son mandat pour trois années supplémentaires, afin de faire fond sur ses réalisations en faveur de la paix et de la sécurité en Afrique centrale.

**M<sup>me</sup> Chanda** (Suisse) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) pour leurs exposés.

La Suisse réitère son plein soutien au Représentant spécial et au Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) dans leurs efforts pour consolider la paix en Afrique centrale et prévenir de futurs conflits. La prévention, qui fait partie du mandat du Conseil, a une place importante dans le Nouvel Agenda pour la paix du Secrétaire général. À cet égard, nous saluons le travail de médiation du Bureau avec toutes les parties, en coordination avec les mécanismes régionaux.

Nous soulignons la bonne collaboration entre le BRENUAC et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. En unissant leurs efforts, les deux bureaux amplifient leur impact et aident les pays à relever des défis communs. Nous appelons les membres du Conseil à soutenir le Représentant spécial pour la mise en œuvre de son mandat en adoptant une déclaration de la présidence dans les meilleurs délais.

Qu'il me soit permis de souligner trois points.

Premièrement, des processus politiques inclusifs et transparents sont nécessaires pour une paix durable en Afrique centrale. La transition en cours au Tchad représente une occasion unique en son genre pour renforcer la gouvernance démocratique et le respect des droits humains. La Suisse prend note de la tenue de l'élection présidentielle et encourage les autorités à compléter la transition par l'organisation d'élections législatives. Pour ce faire, il est nécessaire que toutes les Tchadiennes et tous les Tchadiens, y compris l'opposition politique et les mouvements politico-militaires, soient associés. La Suisse œuvre dans ce sens en soutien aux autorités tchadiennes, à leur demande.

Au Gabon également, il est crucial que les droits humains soient pris en compte dans le dialogue politique national. Celui-ci doit inclure l'opposition et la société civile. La Suisse salue la collaboration du Représentant spécial avec des parlementaires gabonaises pour promouvoir la participation des femmes à la vie politique pendant la transition et au-delà. Nous saluons les progrès réalisés dans l'extension de l'autorité de l'État en République centrafricaine, soutenus par la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). Les élections locales inclusives à venir seront une étape déterminante pour consolider ces avancées.

Deuxièmement, la situation sécuritaire et humanitaire doit être abordée de manière régionale. Les activités des groupes armés entre le Tchad, le Soudan et la République centrafricaine contraignent les populations à se déplacer et déstabilisent la région. Le conflit au Soudan a un impact massif sur les pays voisins et requiert une réponse régionale. Nous saluons la solidarité des États de la région et des populations dans l'accueil des réfugiés et encourageons tous les États à contribuer au plan régional de réponse en faveur des réfugiés. Au Cameroun, les attaques persistantes dans le Nord-Ouest et le Sud-Ouest suscitent également notre vive préoccupation. Comme mentionné dans le rapport (S/2024/420), plusieurs écoles, qui, je le rappelle, sont protégées par le droit international humanitaire, ont été ciblées. Ces atrocités ne doivent pas rester sans réponse.

Troisièmement, nos actions doivent tenir compte du fait que le changement climatique exacerbe les menaces à la sécurité en Afrique centrale. Le changement climatique contribue à la modification des couloirs de transhumance et mène à une intensification des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Au Cameroun, par exemple, l'impact du

changement climatique est palpable. Qu'elles vivent de la pêche ou de l'agriculture, des milliers de personnes sont contraintes de se déplacer vers le nord du pays, où les conflits locaux autour de l'eau font rage. Cela démontre la nécessité d'investir dans la prévention des conflits liés au climat afin d'atteindre une stabilité à long terme dans la région. Nous saluons la collaboration de la CEEAC, de ses États membres et du BRENUAC en vue de l'adoption d'un protocole régional sur la transhumance. La Suisse collabore déjà avec les États de la sous-région et est prête à approfondir les discussions à ce sujet.

Le rapport du Secrétaire général témoigne à nouveau de l'importance que revêt le BRENUAC pour relever les défis dans la région. Dans la perspective des prochains échanges sur le mandat du Bureau régional, nous réaffirmons notre plein soutien aux priorités stratégiques et à une nouvelle prolongation de trois ans.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de la République de Corée.

Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Abarry, et le Président de la Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), S. E. M. da Piedade Veríssimo, des exposés éclairants qu'ils nous ont présentés aujourd'hui.

La République de Corée salue le travail réalisé par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) dans le cadre de ses bons offices et de son appui à la coopération régionale, qui sont indispensables à la paix et à la sécurité régionales. Aujourd'hui, je souhaite souligner trois points fondamentaux.

Premièrement, nous nous félicitons des évolutions observées sur le front des transitions politiques, à savoir la tenue d'une élection présidentielle au Tchad et le processus de transition au Gabon, qui se déroule conformément au calendrier établi. Nous saluons également les efforts déployés par le Président Tshisekedi Tshilombo, de la République démocratique du Congo, en tant que facilitateur de la CEEAC pour le Tchad, qui a joué un rôle clef dans l'amélioration du caractère inclusif de la transition en apportant son concours au retour des opposants politiques. Nous espérons voir se consolider ces évolutions positives grâce aux efforts continus de ces gouvernements pour renforcer les institutions démocratiques, l'inclusion politique, la transparence, la cohésion sociale et la protection des droits humains.

Deuxièmement, la détérioration des conditions de sécurité et de la situation humanitaire reste très

préoccupante. Au Cameroun, nous réitérons l'appel du Secrétaire général en faveur d'un règlement politique dirigé par les Camerounais pour résoudre le conflit persistant dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

Les groupes extrémistes violents et l'utilisation accrue d'explosifs improvisés dans le bassin du lac Tchad font peser de graves risques sur les civils. Nous félicitons la Force multinationale mixte dont l'action a permis d'affaiblir les activités des groupes extrémistes et soulignons l'importance d'un soutien international à de telles initiatives régionales.

Le conflit prolongé au Soudan, qui provoque des déplacements massifs vers les pays voisins, est également préoccupant. Nous remercions les pays de la région de la CEEAC, comme le Tchad et la République centrafricaine, d'avoir fait montre de solidarité en accueillant ces réfugiés.

Troisièmement, les conséquences des changements climatiques dans la région de l'Afrique centrale sont évidentes et doivent être prises en compte. Les événements météorologiques graves, tels que la sécheresse de cinq ans en Angola ; les précipitations record, les plus importantes depuis près de 65 ans, qui ont fait sortir le fleuve Congo de son lit ; et les inondations meurtrières qui ont provoqué des glissements de terrain au Burundi et au Rwanda, exacerbent une situation déjà fragile en matière d'insécurité alimentaire et de déplacements forcés ainsi que sur le plan humanitaire. Dans le même temps, ces événements intensifient les violences armées ainsi que les violences intercommunautaires et liées à la transhumance, en raison de la concurrence accrue pour des ressources qui s'amenuisent. À cet égard, l'action du Conseiller pour le climat et la paix et la sécurité au sein du BRENUAC et la coopération régionale sont essentiels pour analyser les risques dans ce domaine et renforcer la capacité de la région à faire face à ces défis. Lors du tout premier Sommet Corée-Afrique, qui s'est tenu la semaine dernière à Séoul, les dirigeants africains ont salué l'appui apporté par la Corée au renforcement de l'autosuffisance alimentaire de l'Afrique et de sa capacité de faire face aux changements climatiques, grâce à des projets verts et agricoles mis en œuvre dans le cadre de l'aide au développement.

Pour terminer, la République de Corée est favorable à ce que le mandat du BRENUAC soit prorogé pour une nouvelle période de trois ans, jusqu'en août 2027. Nous pensons que grâce à cette prorogation, la région de l'Afrique centrale pourra continuer de bénéficier de la présence et de l'appui de l'ONU, en particulier dans les



domaines de la diplomatie préventive, de la médiation, du rétablissement de la paix et de la consolidation de la paix.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil de sécurité.

Il n'y a pas d'autre orateur ou oratrice inscrit sur la liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

*La séance est levée à 11 h 30.*